

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU LOGEMENT, DE L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES ET DE LA RURALITÉ

Arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation

NOR : ETL1422471A

Publics concernés : maîtres d'ouvrage et promoteurs, architectes, maîtres d'œuvre, constructeurs.

Objet : demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public, demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmé.

Entrée en vigueur : les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du lendemain du jour de sa publication.

Notice : le présent arrêté a pour objet :

- d'introduire des modifications aux formulaires de demande d'autorisation de construire, aménager ou modifier un établissement recevant du public et de dossier spécifique permettant de vérifier la conformité des établissements recevant du public aux règles d'accessibilité et de sécurité contre les risques d'incendie et de panique créés par arrêté du 21 novembre 2011 afin de prendre en compte les nouveautés introduites dans la réglementation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées et la possibilité d'y joindre une demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée ;
- de mettre en place un formulaire de demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée.

Cet arrêté abroge l'arrêté du 21 novembre 2011 fixant le modèle du formulaire de la « Demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP) », le modèle du formulaire du « Dossier spécifique permettant de vérifier la conformité des établissements recevant du public aux règles d'accessibilité et de sécurité contre l'incendie et la panique » et le modèle du formulaire de la « Demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un immeuble de grande hauteur (IGH) ».

Références : le présent arrêté peut être consulté sur le site Legifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, le ministre de l'intérieur et la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 111-7-5 à L. 111-7-11, L. 111-8 et L. 122-1, R. 111-19-13 à R. 111-19-13-26, R. 111-19-47, R. 122-11-1 à R. 122-6, R. 123-22 et D. 111-19-34 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment le livre IV de sa troisième partie ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 2 octobre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées en date du 21 octobre 2014,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Sont fixés les modèles de formulaire suivants :

- la « Demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP) », enregistrée sous le numéro CERFA 13824 et figurant en annexe 1 au présent arrêté ;
- la « Demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un immeuble de grande hauteur (IGH) », enregistrée sous le numéro CERFA 13825 et figurant en annexe 2 au présent arrêté.

Ces deux formulaires contiennent également chacun un bordereau des pièces à joindre ainsi qu'un récépissé qui sera remis au pétitionnaire suite au dépôt de sa demande ;

- le « Dossier spécifique permettant de vérifier la conformité des établissements recevant du public aux règles d'accessibilité et de sécurité contre l'incendie et la panique », figurant en annexe 3 au présent arrêté.

Ce dossier spécifique contient un bordereau des pièces à joindre. Il est à intégrer dans la demande de permis de construire ou de permis d'aménager CERFA n° 13409 (pièces PC39 et PC40 ou PA50 et PA51).

Art. 2. – Sont fixés les modèles des formulaires suivants :

- la « Demande d’approbation d’un agenda d’accessibilité programmée (Ad’ap) », enregistrée sous le numéro CERFA 15246 et figurant en annexe 4 au présent arrêté.

Ce formulaire contient un bordereau des pièces à joindre ainsi qu’un récépissé qui sera remis au pétitionnaire suite au dépôt de sa demande ;

- le « Document tenant lieu d’agenda d’accessibilité programmée pour un établissement recevant du public rendu accessible entre le 1^{er} janvier 2015 et le 27 septembre 2015 » tel que prévu à l’article R. 111-19-47 du code de la construction et de l’habitation, enregistré sous le numéro CERFA 15247 et figurant en annexe 5 au présent arrêté.

Ce formulaire contient un bordereau des pièces à joindre ainsi qu’un récépissé qui sera remis au pétitionnaire suite au dépôt de sa demande.

Art. 3. – Les modèles de formulaires, de bordereau de dépôt des pièces jointes et de récépissé prévus à l’article 1^{er} peuvent être obtenus auprès des mairies ou des services du ministère du logement, de l’égalité des territoires et de la ruralité et du ministère de l’écologie, du développement durable et de l’énergie.

Ils sont également accessibles sur le site <http://www.service-public.fr> et sur les sites internet des ministères chargés de la construction <http://www.territoires.gouv.fr> et <http://www.developpement-durable.gouv.fr>.

Art. 4. – Le préfet, lorsque le projet porte sur un immeuble de grande hauteur, ou le maire, dans les autres cas, affecte aux demandes prévues à l’article 1^{er} du présent arrêté un numéro d’enregistrement de 13 caractères suivant les lettres AT.

La structure du numéro d’enregistrement est la suivante :

- le numéro de code géographique INSEE du département (trois chiffres) ;
- le numéro de code géographique INSEE de la commune (trois chiffres) ;
- les deux derniers chiffres du millésime de l’année de dépôt de la demande (deux chiffres) ;
- le numéro de dossier composé de cinq caractères ; le premier est réservé au service instructeur ; les quatre autres sont utilisés pour une numérotation en continu.

Art. 5. – Le préfet affecte aux demandes prévues au deuxième alinéa de l’article 2 du présent arrêté un numéro d’enregistrement de 13 caractères suivant les lettres ADAP.

Le préfet affecte aux demandes prévues au quatrième alinéa de l’article 2 du présent arrêté un numéro d’enregistrement de 13 caractères suivant les lettres ADAP-S.

La structure des numéros d’enregistrement prévus au premier et au deuxième alinéa du présent article est la suivante :

- le numéro de code géographique INSEE du département (trois chiffres).

Dans le cas où l’agenda d’accessibilité programmée porte sur des établissements recevant du public ou des installations ouvertes au public situés dans plusieurs départements, ce numéro est celui du département défini au II de l’article L. 111-7-6 du code de la construction et de l’habitation ;

- le numéro de code géographique INSEE de la commune (trois chiffres).

Dans le cas où l’agenda d’accessibilité programmée porte sur des établissements recevant du public ou des installations ouvertes au public situés dans plusieurs départements ou dans plusieurs communes d’un même département, ce numéro est celui de la commune chef-lieu du département ;

- les deux derniers chiffres du millésime de l’année de dépôt de la demande (deux chiffres) ;
- le numéro de dossier, composé de cinq caractères ; le premier est réservé au service instructeur ; les quatre autres sont utilisés pour une numérotation en continu.

Lorsque l’agenda d’accessibilité programmée est compris dans l’autorisation de construire, d’aménager ou de modifier un établissement recevant du public, le numéro d’enregistrement de cet agenda prévu au premier alinéa est le numéro d’enregistrement de cette autorisation associée résultant de l’article 4.

Art. 6. – L’arrêté du 21 novembre 2011 fixant le modèle du formulaire de la « Demande d’autorisation de construire, d’aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP) », le modèle du formulaire du « Dossier spécifique permettant de vérifier la conformité des établissements recevant du public aux règles d’accessibilité et de sécurité contre l’incendie et la panique » et le modèle du formulaire de la « Demande d’autorisation de construire, d’aménager ou de modifier un immeuble de grande hauteur (IGH) » est abrogé.

Art. 7. – Les dispositions du présent arrêté s’appliquent aux demandes de permis de construire, aux demandes d’autorisation de construire, aménager ou modifier un établissement recevant du public, aux demandes d’approbation d’un agenda d’accessibilité programmée et au document tenant lieu d’agenda d’accessibilité programmée pour un établissement recevant du public rendu accessible entre le 1^{er} janvier 2015 et le 27 septembre 2015, déposés à compter de sa date d’entrée en vigueur.

Art. 8. – Le directeur de l’habitat, de l’urbanisme et des paysages et le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 15 décembre 2014.

*La ministre de l'écologie,
du développement durable
et de l'énergie,*

Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur de l'habitat,
de l'urbanisme et des paysages,*

L. GIROMETTI

*La ministre du logement,
de l'égalité des territoires
et de la ruralité,*

Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur de l'habitat,
de l'urbanisme et des paysages,*

L. GIROMETTI

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général de la sécurité civile
et de la gestion des crises,*

L. PRÉVOST